



DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : Haïti	
TITRE DU PROJET : Renforcer les capacités nationales pour le contrôle des armes et des munitions NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) : 00119985	
Modalité de financement du PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires): <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : PNUD, OIM. Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) : CNDDR, PNH (POLIFRONT), UNFPA, organisations de la société civile y compris organisations féminines et de la jeunesse	
Date approximative de démarrage du projet ¹¹¹ : Janvier 2020 Durée du projet en mois : ¹²¹ 30 mois Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Nord-Est (Ouanaminthe) et Ouest (Port-au-Prince)	
Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF: oui <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes <input type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes <input checked="" type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : PNUD: \$ 697,519 OIM: \$373,832 Total PBF : \$1, 071,351	
<i>*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.</i>	
Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :	

PBF 1^{ère} tranche (70%):	PBF 2^{ème} tranche* (30%):	PBF 3^{ème} tranche* (%):
Total : \$ 749,945.70 PNUD: \$ 488,263.30 OIM : \$ 261,682.40	Total : \$ 321,405.30 PNUD: \$ 209,255.70 OIM : \$ 112,149.60	
<p>Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :</p> <p>Dans un contexte de forte instabilité politique, d'insécurité croissante depuis juillet 2018 et du départ de la MINUJUSTH en octobre 2019, le projet vise à renforcer les capacités de l'État haïtien pour un meilleur contrôle des armes à feu et des munitions en Haïti. L'approche holistique sera valorisée à travers : l'appui à la mise en œuvre d'un cadre légal respectant les standards du droit international, le renforcement des capacités de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (CNDDR), la mise en place d'un mécanisme d'enregistrement des armes et, enfin, le renforcement de la coopération des institutions haïtiennes (Douane, Immigration, Police) ainsi que la coopération binationale avec la République Dominicaine pour renforcer le contrôle des armes illégales et des munitions qui entrent dans le pays. L'intervention proposée par ce projet est innovante puisque, jusqu'à présent, Haïti ne dispose pas de politique ou d'approche nationale, ni d'appui concerté des Nations Unies dans le domaine. Du point de vue de l'appropriation nationale, ce projet est basé sur une volonté affichée au niveau national et au niveau régional de renforcer les interventions dans la zone frontalière, ce qui représente une garantie pour assurer la durabilité du projet.</p>		
<p>Résumer le mécanisme de consultation adopté pour formuler le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris (i) via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant, et (ii) avec les communautés cibles et la société civile.</p> <p>Le projet a été développé avec l'appui du Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) et se base sur des dynamiques initiées par le PNUD, l'OIM et la MINUJUSTH/BINUH notamment ses composantes Police et Réduction de la Violence Communautaire (CVR). Ces derniers ont contribué à la formulation de ce projet sur la base des consultations menées avec les institutions concernées : la Police Nationale d'Haïti, la Douane, l'Immigration et la CNDDR. Par ailleurs, ce projet prend en compte les conclusions préliminaires de la Mission d'évaluation technique sur le contrôle des armes et des munitions (WAM-TAM) effectuée en Haïti du 29 juillet au 5 août 2019, ainsi que les consultations que cette mission a menées avec les autorités nationales et la société civile, y compris avec les communautés affectées par la violence armée. Dans le domaine du désarmement, la consultation avec la société civile fait partie de la méthodologie proposée dans le cadre de la mise en œuvre du projet.</p>		
<p>Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes^[3] : 1 (avec l'objectif de l'augmenter au niveau 2 sur la base des résultats des consultations et des études menées au cours du projet qui permettront d'adapter les interventions sur la base d'une meilleure compréhension des spécificités liées au genre)</p> <p>Spécifiez le pourcentage (30%) et le montant (323,000 US\$) du budget total du projet alloués aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes (détails dans le budget)</p>		
<p>Degré de risque du projet ^[4] : 2</p>		

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement ¹⁵) : 1.3

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue :

Résultat 5 : Les institutions publiques et la société civile améliorent l'état de droit et la décentralisation pour une bonne gouvernance à tous les niveaux de prise de décision.

Le cas échéant, l'**Objectif de Développement Durable** auquel le projet contribue : ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces. Une attention sera portée également sur l'ODD 5 relatif à l'égalité des sexes.

Le cas échéant, Objectif National Stratégique auquel le projet contribue :

Le Plan de Développement stratégique d'Haïti (2030) comporte un volet sur la refondation des institutions d'Etat de droit qui inclut les institutions ayant un rôle à jouer dans le contrôle des armes et des munitions.

Type de demande :

Nouveau projet

Révision de projet

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document:

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois :

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX

Brève justification de la révision :

Au regard des priorités définies par les autorités gouvernementales et la Police Nationale d'Haïti (PNH) depuis le début de l'année 2020, la lutte contre l'insécurité et l'émergence des gangs armés dans le pays, particulièrement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, constitue l'une des plus importantes préoccupations. Lors de la restitution de l'évaluation des besoins de la PNH sur la gestion des stocks d'armes et munitions conformément aux standards et directives internationales en la matière organisée avec le support de BINUH, le 29 septembre dernier, le Directeur Général de la police nationale a sollicité l'appui du PNUD/BINUH dans la mise en œuvre des recommandations de cette étude. Afin de répondre à cette sollicitation éminemment appropriée au regard du contexte sécuritaire dégradé (en raison de la violence armée), une révision substantive et budgétaire s'avère pertinente afin de répondre aux besoins de la PNH dans le renforcement de son système interne de gestion des armes et des munitions. Cette réorientation fait également écho à la difficulté de mise en œuvre de certaines activités largement tributaires du contexte sécuritaire mais aussi de la disponibilité de l'expertise devant être mobilisée.

Dans son résultat 2, le projet a déjà prévu d'adresser le volet sur les capacités de la PNH à contrôler les armes et à enregistrer/régulariser les armes illégales en circulation en réalisant une évaluation de la situation actuelle de gestion et de stockage des armes et des munitions, en renforçant les capacités technique et matérielles de l'institution. Il est proposé de consolider le résultat 2 et particulièrement le produit 2.1 en améliorant le système d'entreposage et renforcer la sécurisation de l'armurerie centrale en la dotant d'un logiciel de gestion des stocks d'armes et de munitions. Il est également prévu de renforcer les capacités du personnel travaillant sur les sites de stockage d'armes pour une meilleure gestion de leur stock, en renforcer les capacités matérielles du SPAF (Service du port d'Armes à Feu), en facilitant un stockage sécurisé des armes et munitions dans les unités et services et en encourageant l'application des règles de Procédures Opérationnelles Standardisées de la PNH en matière de gestion des armes et des munitions.

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCES RECIPIENDAIRES ^[6]</p> <p>Nom du représentant a.i. : <i>Stephanie ZIEBELL</i> <i>Signature</i> Nom de l'agence : PNUD Date et visa : 06-Jan-2022</p> <p>Nom du représentant : <i>Gustave TOURETE</i> <i>Signature</i> Nom de l'agence : OIM Date et visa : 06-Jan-2022</p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p>Nom : Ricard PIERRE <i>Signature</i> Ministre de la Planification et de la Coopération Externe Date et visa <i>17/05/2022</i></p> 
<p>Coordonnateur résident</p> <p>Nom : Bruno LEMARQUIS <i>Signature</i> Représentant spécial adjoint du Secrétaire général au Bureau intégré des Nations Unies en Haïti, Coordonnateur Résident et Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en Haïti Date et visa : 14-Jan-2022</p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p>for ASG Elizabeth Spehar Gregor Fernandez Toranzo Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix Date & visa : 7 July 2022</p>

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

a) *Décrire brièvement l'analyse de conflit et la relation entre les conclusions de l'analyse et le projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes.*

Les capacités des institutions nationales responsables du contrôle et de la régulation des armes et des munitions sont insuffisantes pour limiter l'accès aux armes et leur utilisation à des fins de violence politique, criminelle ou de sécurité communautaire en dehors du cadre institutionnel, ce qui fragilise les institutions démocratiques nationales et met en péril la stabilité du pays. En effet, il est dénombré près de 300 000 armes en circulation, dont 10% seulement seraient enregistrées. En outre, la crise politique persistante et l'absence de propositions significatives pour apporter des changements ont fourni, au cours de la dernière année, un terrain fertile pour une recrudescence des activités criminelles liées aux gangs armés, avec une augmentation marquée de la violence entre gangs dans les quartiers les plus pauvres et les plus densément peuplés de Port-au-Prince. Selon les données fournies par la composante Police de la MINUJUSTH, il y aurait 159 gangs actifs en Haïti en 2019, dont environ deux tiers (100) sont recensés dans le département de l'Ouest, l'une des zones cibles du présent projet. Ces gangs, qui mobilisent des groupes regroupés en « bases » au sein de leurs communautés utilisent ces armes pour commettre des violences ciblées ou généralisées, notamment en période électorale ou lors de mouvements populaires liées aux chocs politiques